

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



MAI 2019/N°444

2€

Hotel Ibis

LA LUTTE DES CORVEABLES

Payées illégalement à la tâche, et non à l'heure par leur employeur, La Rolsse nettoyage, les femmes de chambre s'organisent contre le travail à la tâche qui fait tache. Un syndicalisme de femmes, africaines, faisant vite l'expérience des mesures de rétorsion mais aussi de la solidarité et de l'action collective.



Lutte syndicale

● Le travail à la tâche qui fait tache. La Rolsse nettoyage, histoires d'une lutte, d'une section syndicale, de solidarités. P2&3

École

● L'école par terre, c'est la faute à Blanquer. Tableau noir de la loi de l'école dite « de la confiance » qui mérite plus que de la méfiance, juste des barricades. P 4&5

Dossier

● Désertification à l'européenne. suite P6&9

Ici et maintenant

● Les Algériennes revendiquent leurs droits. Entretien avec une des féministes de la collective non mixte d'Alger. P10&11

Humeur

● Biodiversités jaunes. Lettre ouverte d'une indécise sur le mouvement des Gilets jaunes. P12&13

International

● Pologne, Kanaky, Algérie. P14 à 19

Culture

● L'arbre-monde, Richard Powers.
● Nomadland, Jessica Bruder.
● Robledo, Daniele Zito.
● De l'autre côté, Coline Picaud. P 20 à 23



Le travail à la tâche qui fait tache

La Rolse nettoyage, histoires d'une lutte, d'une section syndicale, de solidarités.

La section syndicale se crée en 2016. Quand les salariées nous rencontrent, les difficultés sont nombreuses. Avec parfois des soucis de langue, il faut aborder les questions multiples qui vont nous voir lutter ensemble, faire découvrir souvent la culture syndicale, informer sur nos pratiques. Les salariées n'ont qu'une courte expérience à la CGT où elles n'ont pas trouvé le soutien et la réflexion qu'elles attendaient.

Leur employeur pratique le travail à la tâche, le paiement à la chambre nettoyée, interdit par le code du travail et la convention collective (premier document qu'on lit ensemble). Parfaitement sourde aux revendications, la direction nie cet état des lieux.

Dès le début, l'aide de l'union régionale CNT, compétente pour la couverture géographique, permet de désigner la R S S et de distribuer des tracts. Nous rencontrons l'inspection du travail, sur le secteur (Val-de-Marne) et sur le lieu

d'implantation du siège (Essonne). L'inspectrice affectée au secteur

sont déposés aux prud'hommes de Créteil et traités avec l'aide de camarades d'autres syndicats.

Face au silence de la direction, une journée de grève et une manif sont organisées devant l'hôtel Ibis de Chevilly-Larue*. Une journée réussie de lutte régionale. C'est aussi le premier entretien avec les responsables de la boîte. Aux lendemains de cette action, il faut affronter pied à pied les menaces et tentatives de sanctions contre nos camarades. Un climat tendu, émaillé de convocations à entretien préalable, de mutations arbitraires, de pressions directes auprès de syndiquées qui osent attaquer aux prud'hommes.

■ Élections, on y va

La section décide de participer aux élections du CSE. La campagne est exemplaire en particulier celle de Annie (RSS et candidate titulaire) mais aussi celle des syndiquées qui se sont investies pour le syndicat qu'elles s'approprient chaque jour un peu plus. Il a fallu redoubler d'efforts pour joindre les salariées sur les chantiers répartis en Ile-de-France.

Malgré plusieurs candidates trouvées facilement

pour établir une liste CNT, nous n'avons pas pu aboutir pour des raisons diverses, malgré les 80% de femmes dans l'entreprise, il fallait respecter l'alternance femme/homme dans la présentation... Il serait bon de mettre en place une réflexion autour

du chantier dépose un bon rapport, actuellement sur le bureau du procureur.

Avec notre avocate, aussi disponible que compétente, plusieurs dossiers

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL VOTRE SYNDICAT

CNT SECTION SYNDICALE DE LA ROLSE NETTOYAGE

ÉLECTION DU CSE, COMITÉ SOCIAL ET ECONOMIQUE SECOND TOUR LE 19 MARS 2019

La CNT de la Rolse Nettoyage existe depuis octobre 2015. Une section syndicale créée par des employées a permis de poser leurs revendications aux prud'hommes pour un paiement de toutes les heures travaillées.

Le travail à la tâche est interdit par la loi.

1 HEURE TRAVAILLÉE = 1 HEURE PAYÉE

Grâce à leur détermination, nos camarades ont vu leur situation évoluer, cependant :

- tout n'est pas acquis
- tout reste à défendre

Respect des salaires, des horaires et des contrats.
Santé au travail : conditions d'hygiène et de sécurité, visites médicales.
Droit et dignité pour tous.

BEAUCOUP RESTE A FAIRE NOUS VOUS PROPOSONS DE LE FAIRE ENSEMBLE !

POSTEZ VOTRE VOTE AVANT LE 18 MARS !

LA ROLSE NETTOYAGE BP LIBRIS 91001 EVRY CEDEX

PENSEZ À SIGNER À L'ARRIÈRE DE L'ENVELOPPE ET À INSCRIRE VOTRE NOM

PUISQUE PERSONNE NE TRAVAILLE À TA PLACE, QUE PERSONNE NE DÉCIDE À TA PLACE

IF NOBODY WORKS IN YOUR PLACE, NOBODY CAN DECIDE IN YOUR PLACE

Confédération Nationale du Travail
La rolse nettoyage - YOUR UNION

CNT-Rolse Nettoyage-Union is active since October 2015. This local union, created by employees, has made it possible to demand the full payment of all worked hours by the industrial court (Conseil des Prud'hommes).

1 HEURE TRAVAILLÉE = 1 HEURE PAYÉE (ONE HOUR OF WORK = ONE HOUR PAID)

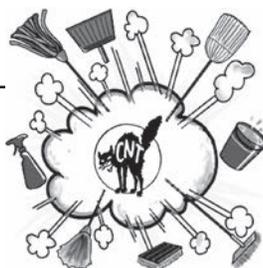
Thanks to their determination our comrades see their situation evolve.

But:

- Nothing can be taken for granted
- And we have everything to gain

Health protection at work
Health and safety requirements
Medical visits
Respect our wages
Respect our contracts
Respect work hours and schedules
Right and dignity for everyone

THERE'S STILL A LOT TO DO ... WE SAY: LET'S DO IT TOGETHER!



de ce cas concret pour faire bouger le droit.

Le collège cadres vote à une forte majorité CGT, la direction visite les hôtels pour inciter au même vote. La CNT, c'est l'adversaire, le grain de sable contre l'habitude d'exploiter en rond. Ce qui, loin de nous inquiéter, nous conforte dans nos analyses.

La crainte d'affronter le patron est bien réelle et se matérialise régulièrement : les plus en vue sont inquiétées. Avant de réfléchir à des stratégies très élaborées, le réalisme nous fait constater qu'il faut oser sortir de l'anonymat, du silence soumis, et revendiquer non seulement le droit d'exister - ce qui ne va pas de soi - mais aussi de défendre son opinion et son intérêt de salariée.

■ Rendre le bonjour

Quelques exercices pratiques ont conduit les femmes de chambre à exiger qu'on leur rende leur bonjour avant de répondre à un ordre donné.

Ces camarades ont pu tester le risque mais aussi le soutien que constituent la solidarité et l'organisation.

MARDI 19 MARS 2019 - ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU CSE

Mes chers.es collègues,

Comme vous, je suis employée de la Rolse Nettoyage à l'Hôtel Ibis de Chevilly-Larue
 Comme vous, je n'ai que mon salaire pour vivre.
 Je connais les difficultés de celles et ceux qui doivent manger, se loger, élever leurs enfants avec une petite paye correspondant souvent à un emploi à temps partiel.
 Souvent, comme vous, on m'a demandé de poursuivre mon travail au-delà de l'heure prévue par le contrat.
 Vous connaissez toutes et tous cette situation.

J'aurais pu accepter n'importe quelle condition de travail :
 - sans vérifier mon salaire
 - sans vérifier mes droits
 - et en me taisant.

Mais j'ai choisi qu'il en soit autrement :
 - que chaque heure soit payée
 - que mes droits à la sécurité soient respectés
 - que ma santé soit prise en compte
 - que ma dignité soit reconnue.

Pour que ça change, j'ai choisi de :
« NE PAS RESTER SEULE, ME SYNDIQUER ET LUTTER »

SI VOUS VOULEZ, VOUS AUSSI, AMÉLIORER VOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE, REJOIGNEZ LA CNT

Dear colleagues
 Just like you, I am an employee of Rolse Nettoyage.
 Just like you, I have only my wage to live with.
 I know the difficulties of those who have to find food and housing for themselves and their families and this with little pay, or even more with a part-time job.
 It happened often to me, just like it happened often to you, that I was told to carry on my work beyond the limit fixed by my contract.
 You all know that kind of situation.
 I could have accepted any work conditions...
 -without checking my pay and wage ;
 -without checking my rights ;
 -just by shutting my mouth.
 But I decided otherwise, so that...
 -every hour is paid ;
 -my rights and the security are respected ;
 -my health is taken into consideration ;
 -my dignity is recognized.

In order to make things change, I decided not to stay alone, to organize and fight.
IF YOU ALSO WANT TO IMPROVE YOUR WORKING AND LIVING CONDITIONS, JOIN THE UNION : CNT!

GRÈVE DU 22 FÉVRIER 2017 - STRIKE ON FEBRUARY 22ND 2017

CNT
 SECTION SYNDICALE DE LA ROLSE NETTOYAGE
 ETPICS94@CNT-F.ORG
 07.53.30.32.74

Prendre conscience de notre propre force de travailleuses et travailleurs c'est, peut-on penser, une politique de petits pas mais c'est surtout une pratique de pas en avant grâce à quoi on tourne le dos aux vieilles et mauvaises habitudes.

S'il y a une victoire dans ces élections, c'est principalement la matérialisation non pas d'une victoire totale mais d'une avancée que l'en-

semble des syndiquées s'est appropriée. Pas de recette miracle, le travail a été quasi quotidien par échanges par proximité au cours des réunions du syndicat, de sections. Nous avons bâti nos méthodes, au rythme de tous et toutes, bref nous avons partagé. Le véritable syndicalisme doit être visionnaire certes mais il doit, peut-être surtout, connaître parfaitement le quotidien de lutte de classe des unes et des autres par delà les potentiels diviseurs que sont le sexisme et le racisme, toujours en embuscade pour servir la soupe au pouvoir. Et les mauvais débats n'auront lieu que si nous refusons l'engagement dans la lutte syndicale dans l'entreprise - que nous prévoyons de gérer autrement - car c'est là que se construit le monde nouveau, dans la réalité sociale. ●

Syndicat CNT ETPICS 94

Élection La Rolse nettoyage, 19 mars 2019. La CNT est représentative avec 17% des suffrages exprimés. Elues : Annie Ngoy, titulaire. Aminata Sylla, suppléante

* Combat syndicaliste, octobre 2017.

L'école par terre, c'est la faute à Blanquer

Tableau noir de la loi de l'école dite « de la confiance » qui mérite plus que de la méfiance, juste des barricades.

Les mobilisations actuelles des enseignant-es montrent le ras-le-bol de la profession face aux injonctions autoritaires du ministère, et au projet de loi sur l'école dite « de la confiance ». Depuis la très médiatique mise en place des CP à 12 (dans les seuls REP), les programmes, les formations, la liberté pédagogique sont mises à mal. Se sont multipliées les visites d'inspection où il faut rendre des comptes sur le nombre « d'enfants décodeurs », les vives « recommandations » sur les programmations, le choix des manuels.

Après avoir tenté d'imposer des évaluations non obligatoires en CP, néfastes pour les élèves et absurdes pédagogiquement, le ministère menace de sanctions les récalcitrant-es

■ Broyeur de chair à patron

Dans les lycées pros, la loi retire des heures d'enseignements généraux, privant des élèves, le plus souvent issu-es de classes populaires d'une culture et de savoirs nécessaires, pour n'en faire que de la chair à patron.

Dans les lycées, la sélection se développe avec Parcoursup, où les filières sont restreintes en fonction des besoins des entreprises, au lieu d'ouvrir la connaissance à tou-ttes. Finie, l'université ouverte à tou-ttes à partir du bac. Et un pas de plus dans la mise en concurrence des universités et des filières. Sans compter le scandale de l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant-es étranger-es.

La réforme du bac impose aux élèves de seconde des choix utilitaristes dans un éventail d'options que les lycées ne pourront pas tous proposer. Les inégalités entre établissements, territoires et diplômes des bachelier-es deviendront en-



core plus criantes.

■ La loi sur la « confiance » : méfiance !

Dans ce contexte là et de remise en cause des services publics, Blanquer propose un projet de loi qui accentue toutes ces dérives.

L'article 1 sur « l'exemplarité des fonctionnaires » peut sonner comme un rappel à l'ordre à toute velléité de critiquer la politique de notre ministre, y compris en dehors de notre temps de travail.

L'article sur les établissements publics des savoirs fondamentaux déshumanise l'école et crée plus de hiérarchie. Les professeur-es des écoles dépendront des chef-fes d'éta-

blissement du collège. Un-e adjoint-e de direction devrait être l'intermédiaire pour plusieurs écoles du secteur. Nous imaginons mal qu'il soit ainsi possible de régler les problèmes si fréquents du quotidien ! Que deviendront les conseils des maîtres-ses ?

La création d'établissements d'excellence (EPLI) dans les quartiers favorisés et le recours généralisé à l'expérimentation (article 8) accentueront les inégalités entre établissements et le pouvoir des élu-es politiques sur ces derniers.

La précarité et le mépris pour nos métiers se généralisent : les AESH (Accompagnant d'élèves en situation de handicap) dont le statut n'est toujours pas reconnu, seraient mutualisé-es pour plusieurs élèves. Des étudiant-es BAC +2, pas assez formé-es, pourraient se voir confier des classes pour parer au manque de personnel... à moindre coût !

■ Tri social, profs exécutant-es

À l'image de la ligne politique du gouvernement, l'école de Blanquer est une école du tri social : autoritaire, réactionnaire, rentable. C'est l'instauration de la concurrence par l'évaluation généralisée de tout-es, élèves et travailleur-euses, la mise sous pression en multipliant hiérarchies, précarisation, méthodes uniformisées d'apprentissage.

Sa vision de l'enseignement: former les enfants. Il s'entoure et exploite des soi-disant expert-es en

neuro-sciences pour accorder du crédit à ses projets. Il transforme l'enseignant-e en exécutant-e. Comme en entreprise, on impose des objectifs irréalisables (100% de réussite). La maltraitance au travail s'accroît, faisant contestations collectives et solidarités.

■ L'école sauce libérale



Ce gouvernement qui multiplie les attaques contre droits sociaux, retraites et services publics (objectif 120 000 fonctionnaires en moins) ne manque pas une occasion de faire des cadeaux aux plus riches et aux patrons.

Et quand un mouvement social, comme, depuis plusieurs mois celui des gilets jaunes, réclame justice sociale, fiscale et démocratie, Macron et son gouvernement répondent par une répression féroce (mutilations, blessures, prison), des lois liberticides et dangereuses pour le droit de manifester !

Luttons contre ces mesures libérales, contre la casse de l'éducation nationale, de la maternelle à l'université.

La CNT appelle tou-tes les travailleuses et les travailleurs de l'éducation à participer aux assemblées générales, aux mobilisations, aux grèves pour stopper cette machine antisociale. Défendons la liberté pédagogique ! Combattons pour une école émancipatrice ! ●
CNT-STE 75

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001
Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT – 33, rue des Vignoles – 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Un vrai service public!

Nos revendications :

- Retrait du projet de loi sur l'école de la « défiance », de la loi ORE (Parcoursup), et des réformes du lycées général et professionnel ;
- Retrait de la hausse des frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-es à l'université ;
- Zéro sanction pour les collègues de CP et arrêt de l'autoritarisme ! ;
- Paiement des jours de grève ;
- Toutes les classes à 12 élèves ;
- Recrutement massif d'enseignant-es ;
- Augmentation des salaires et dégel du point d'indice ;
- Titularisation de tou-tes les précaires sans condition de diplôme ou de nationalité. Reconnaissance des AESH avec titularisation et augmentation des salaires ;
- Le rétablissement de services publics de qualité, accessibles à tou-tes, et leur financement à hauteur des besoins.



Vos déserts font désordres (2)

L'eau : un marché juteux, un enjeu mondial.

La désertification se nourrit d'elle-même : plus une zone est sèche, moins l'eau va venir et rester, donc plus elle va s'assécher. Et les solutions techniques apportées ne sont pas adaptées.

■ L'empreinte de l'eau

« Ferme le robinet quand tu te laves les dents ! » nous dit-on pour « économiser l'eau ». C'est bien, mais, si l'eau destinée à la consommation humaine est de 150 l par jour et par personne en moyenne en France (10 litres étant le minimum vital et sanitaire), le Water Footprint Network (Réseau de l'empreinte hydrique) estime à 5000 l par jour l'empreinte hydrique moyenne d'un-e Français-e, intégrant l'eau entrée dans la fabrication de ce qu'on consomme (agriculture, énergie, industrie...), environ la moitié de l'eau étant utilisée en France, le reste hors de France. La consommation d'eau ne se résume pas à l'eau qui coule de

nos robinets, mais s'étend aussi aux produits que nous consommons. Il faut également considérer la qualité des eaux que nous rejetons. Merveilleux solvant, l'eau se charge de tout ce qu'elle peut sur son chemin (polluants compris), et transporte le plus loin possible, le meilleur comme le pire.

Mais il faut surtout considérer l'eau utilisée par l'agriculture, l'industrie et la production d'énergie.

■ La gestion de l'eau, deux siècles de dépossession

« Votez pour moi, vous aurez une eau pas chère » promet l'élu-e en campagne. « Déléguez-moi la gestion du service des eaux, c'est bien trop compliqué pour vous » dit le-la prestataire à l'élu-e. Eh oui, le système de gestion des eaux est très complexe, aux niveaux technique, politique, financier et bien trop peu est fait pour clarifier tout cela.

« L'école française de l'eau » est née sous le Second Empire, fondée par les ancêtres des multinationales Véolia, Suez et la Saur. Cette « école » a su répondre aux besoins capitalistes de l'industrialisation et de l'urbanisation : construire des réseaux d'eaux, des usines de traitement complexes pour vendre le maximum d'eau, ce qui dépossède la population de sa culture et de la maîtrise de ses techniques de gestion des eaux.

■ Les gros pros de l'eau

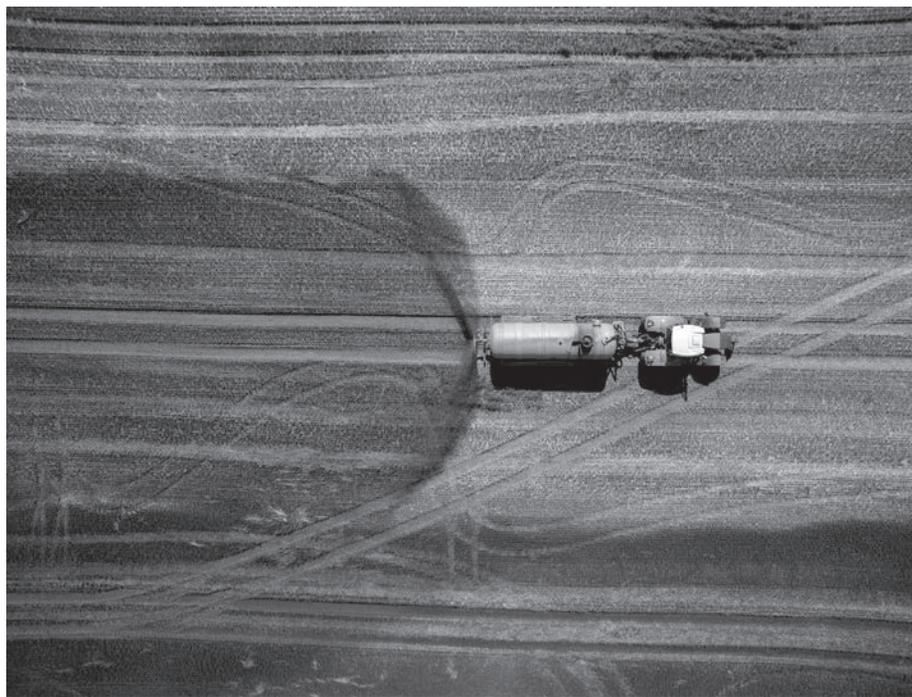
Aujourd'hui représentée par l'association FP2E (Fédération professionnelle des entreprises de l'eau), « l'école française de l'eau » répand toujours internationalement sa doctrine, notamment via les Forums mondiaux de l'eau, fortement soutenue par l'État français. Elle défend une économie des services de l'eau basée sur des Partenariats public-privé (PPP) prétendus « gagnant-ga-

gnant » (lire : investissements publics, profits privés), des installations centralisées ultra-coûteuses (400 milliards d'euros de patrimoine pour les réseaux et usines de traitement d'eau potable et d'assainissement en France) et de l'innovation à haute valeur ajoutée (exploitation des capitaux intellectuels pour la recherche, le développement et l'innovation ainsi que pour l'exploitation).

■ L'eau, c'est juteux

Contrôler ce secteur est crucial pour de tels groupes. La plupart des projets déclarés d'intérêt public et d'autres qui contribuent à ce même intérêt public bénéficient de subventions conséquentes payées par la facture d'eau des abonnés. Et les grands groupes du secteur de l'eau « verdissent » à qui mieux mieux leur image, se présentant tous comme des bienfaiteurs de l'environnement. Maîtriser un domaine aussi stratégique est bien évidemment un moyen de négociation imparable vis-à-vis des autorités politiques et administratives : les projets d'aménagement, beaucoup plus rentables, dépendent systématiquement de la capacité d'une commune à alimenter ou à retraiter l'eau nécessaire à ces nouveaux aménagements.

Pour gérer l'eau d'un territoire, la France a adopté la Gire (Gestion intégrée des ressources en eau) définie



par l'ONU comme « un processus qui encourage la mise en valeur et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources associées en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux ».

Concrètement, la Gire est utilisée dans un CLE (Comité local de l'eau) qui établit le Sage (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) de son bassin versant. Pour décider de la politique locale de l'eau, on met autour de la table EDF, l'État, les collectivités, Suez ou consorts, les professionnel·les du tourisme aquatique (kayak...), Voies navigables de France, les syndicats agricoles ou associations d'irrigants, les industriels et les assos de protection de l'environnement (pêcheurs, naturalistes...).

■ Silence dans les rangs

La composition d'un CLE, bien plus indépendante et décisionnaire que les conseils de quartier, est néanmoins soumise au préfet. Et les processus de participation mis en avant par la Gire sont trempés d'une

littérature de gestion d'entreprise qui n'invite jamais les parties prenantes à participer aux décisions, préférant les associer à la stratégie de l'entreprise pour ne pas nuire à ses projets. On peut donc critiquer la possibilité de faire

ressortir un « intérêt général » commun, avec des parties prenantes qui n'ont pas accès aux mêmes moyens et ne peuvent défendre leurs intérêts de manière égalitaire.

La Directive européenne cadre sur l'eau (DCE) contraint les États-membres à atteindre un « bon état écologique » des rivières et masses d'eau. Mais cette directive adoptée a minima, peu contraignante est actuellement attaquée pour la réduire encore plus. Si l'on considère les rivières et masses d'eau comme des exutoires des nappes phréatiques et des sols, moins on est exigeant sur leur état, plus on peut dégrader nos réserves hydriques et nos sols. Sans compter que les ressources minérales qui partent dans la mer sont perdues à jamais pour l'humanité. Le montant des amendes prévues pour non-respect de la directive s'élève à plusieurs centaines de millions d'euros, montants qu'on aurait pu utiliser pour améliorer la situation...

■ La nature marchandise

Par ailleurs, en matière de protection de l'environnement, un axe

défendu par certaines est l'évaluation économique des services écosystémiques (fonctions des écosystèmes : dépolluer l'air, réguler le climat, fournir des proies aux chasseurs, offrir des lieux de promenade...) quantifiés d'une valeur économique en euros. Mais on n'additionne pas carottes et navets. Un des dangers de cette tendance est le « consentement à payer », somme que l'on serait prêt à acquitter pour atteindre la même utilité dans une situation finale. Un premier pas vers une « nature » marchandisée, monétarisée, financiarisée. Combien ça vaut, une balade au bord d'un lac ?

La gestion actuelle de l'eau (production et distribution d'eau potable, collecte et épuration des eaux usées, usages d'eau agricole ou industrielle, stockage, milieux naturels) tend ainsi à en faire un bien de plus en plus privatisé. Cette ressource qui, avec l'air, devrait être la plus universelle de toutes, est transformée en un bien de consommation à nous vendre comme n'importe quel autre. La responsabilité en revient à des pouvoirs publics trop peu impliqués ou trop complaisants avec la sphère privée prédatrice, à qui l'on a confié la gestion de ces services vitaux, et à une société civile éloignée depuis trop longtemps de ces questions par manque de moyens, d'intérêt ou de sollicitations.

■ L'État se mouille

Une des réponses de l'État : la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la république) entend mutualiser les moyens, transférant de la commune à la l'intercommunalités compétences eau, as-



sainissement, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations. Ce qui éloigne un peu plus des lieux de décision, et renforce le pouvoir des communes dominantes dans leurs.

Autre réponse, la signature d'un contrat de filière en janvier 2019, avec en particulier FP2E, pour promouvoir l'« école française de l'eau », renommée « filière française de l'eau ». Ce contrat engage à renforcer les PPP, massifier la gestion des données, innover, renforcer la formation par alternance et financer la start-up nation.

La désertification en Europe doit donc beaucoup à l'industrialisation (agriculture incluse), l'urbanisation, l'éloignement des populations des prises de décision, la considération de l'eau comme un bien économique (de consommation) plutôt qu'un bien commun à conserver, comme les sols, les choix technologiques et l'(in)action, l'indifférence et le mépris des dominants-es.

■ L'eau lente contre la désertification

Contre la désertification, ralentir est la priorité. Ralentir l'eau pour que chaque goutte ait le temps de s'infiltrer en terre, d'être buée, puis évaporée avant de retomber sous

forme de pluie. Ralentir les modes de prise de décision pour que chacun-e puisse participer aux décisions qui concernent sa vie. Ralentir nos cadences de travail qui sont causes d'échauffement. Enfin ralentir le processus de désertification et surtout inverser la tendance.

Restaurer un sol même bien abîmé, techniquement, c'est possible. Mais restaurer une zone ayant subi la désertification c'est très compliqué voire impossible à long terme. La création d'un sol fertile est un processus extrêmement long (jusqu'à 500 ans pour 2,5 cm de sol).

En Sicile, pour lutter contre la désertification en se réappropriant la gestion de l'eau, nos camarades de l'USI (Unione Sindacala Italiana) doivent lutter contre les PPP et la mafia, summum de l'organisation capitaliste. En Andalousie, nos camarades de SO (Solidaridad Obrera) participent activement à la récupération de la forêt autochtone et ses écosystèmes associés au sein de l'ARBA (Asociación para la Recuperación del Bosque Autóctono y sus ecosistemas asociados) qui organise des plantations d'arbres pour régénérer le cycle vertueux de l'eau, l'eau appelant la végétation et la végétation appelant l'eau. ●

FTTE, Fédération des travailleurs et travailleuses de la terre et de l'environnement.

Napoléon,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
 À tous présents et à venir, salut:
 Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du Commerce et des Travaux publics;
 Vu les art. 29, 37, 40 et 45 du code de commerce;
 Notre conseil d'État entendu,
 Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:
 Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de *Compagnie générale des Eaux* est autorisée.
 Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 12 décembre 1853 devant M^{rs} Héliou & son Collègue, notaires à Paris, lequel acte sera annexé au présent décret.
 Art. 2^o. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.
 Art. 3^o. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au Ministre de l'agriculture, du commerce et des Travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet de Police, à la chambre de commerce et au greffe du Tribunal de commerce de Paris.
 Art. 4^o. Notre Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du Commerce et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des Lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.
 Fait au palais des Écoles, le 14^o décembre 1853.

Napoléon

Par l'Empereur:
 Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du Commerce et des Travaux publics,
P. Magne.

De la création de la compagnie générale des eaux en 1853 par décret impérial « par la grâce de Dieu et la volonté nationale » à aujourd'hui, la « Générale » a généré des multinationales prédatrices, Veolia, Vivendi, Vinci... Excusez du peu. Et sous l'égide de Veolia, l'eau passe d'un bien commun à une marchandise, stratégique, spéculative, géopolitique.



Les Algériennes revendiquent leurs droits

Entretien avec une des féministes de la collective non mixte d'Alger.

En Algérie, le peuple vient de faire chuter de son trône le monarque, président de la République depuis 20 ans. Le groupe CNT Femmes libres Sainté a questionné une militante de La Collective non mixte qui, depuis des années en Algérie, mène une lutte autogestionnaire, libertaire et féministe pour définir et imposer une place des femmes égale à celle des hommes dans une société qui s'apprête à tout reconstruire.

Nous sommes solidaires et alliées d'un combat qui fait écho au nôtre.

■ Qu'est-ce qui vous a poussées à vous fonder en collective féministe non-mixte ?

En 2013, on s'était retrouvées à plusieurs à Alger et on commençait à se lier d'amitié, se rendant compte qu'on partageait les mêmes aspirations féministes.

Des groupes étaient déjà constitués, notamment à Constantine et quelques-unes de ses membres étaient venues s'installer à Alger. Au bout d'un moment, après nos discussions en petites bandes et sur internet, on a exprimé le besoin de se rencontrer et de parler de vive voix. On a donc commencé à se retrouver dans des cafés et discuter de sujets féministes. Petit à petit, le groupe s'est consolidé. C'est à ce moment-là qu'un des besoins les importants pour nous devenait pressant : celui de retrouver et de s'organiser autour d'actions féministes. On a organisé une rencontre avec des féministes de plusieurs villes et nous en sommes sorties avec des projets et des activités qu'on avait envie de mettre en place. Plus tard, nous avons eu des aides pour louer un local car il devenait encore plus pressant d'avoir un lieu safe, non mixte, qui nous permette de réfléchir et d'agir ensemble. On s'est constitué pour plu-



Brigade anti-harcèlement.

sieurs raisons, d'abord le besoin de se faire du bien en échangeant avec d'autres femmes de notre condition de femmes algériennes. Mais également, de réfléchir politiquement la question féministe et surtout pour organiser des événements et des activités par des femmes et pour les femmes.

■ Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour créer cette collective ?

Notre collective est non mixte et autonome. Donc sans aucune reconnaissance légale : c'est un choix politique pour nous. D'abord, on trouve problématique la loi sur les associations en Algérie mais aussi parce que notre statut autonome nous procure plus de liberté. Les difficultés viennent lorsque nous sommes reconnues. Par exemple, nous devenons une cible privilégiée, pour les antiféministes, car nous sommes présentes dans les mouvements sociaux qui animent l'Algérie en cette période et nous semblons radicales pour la majorité car nous prônons la non mixité choisie et politique. Cependant, notre difficulté la plus

importante est de pouvoir garder notre local. Nous dépendons des subventions associatives et il est difficile pour des femmes célibataires de louer un appartement en Algérie.

■ Avez-vous été entendues et soutenues par d'autres organisations algériennes, par les anciennes militantes féministes algériennes ?

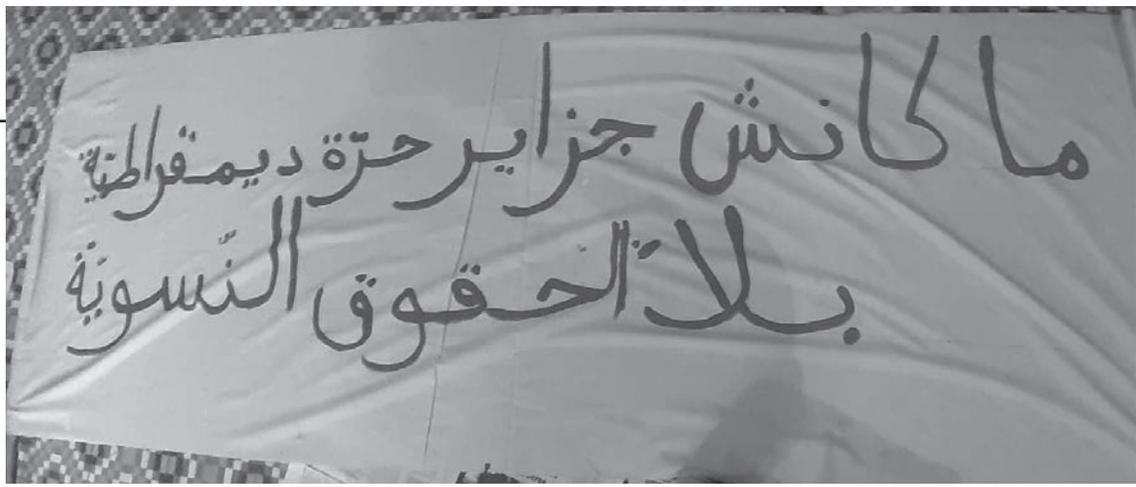
Même si on s'est créées parce qu'il nous était difficile de nous imbriquer dans les dynamiques féministes existantes, on a pu se lier, au fil du temps, avec différentes associations et individu.es. Le soutien est encore plus clair et plus fort depuis que

l'Algérie entière s'est ouverte aux corps et aux voix des Algériennes. Des associations fortes, et importantes pour nous, nous ont montré un soutien tout le long de notre existence, notamment le Réseau Wassyla et FARD, et à travers des femmes précieuses et incroyables qui nous soutiennent dans nos positions, notre choix de la non mixité et qui nous permettent d'apprendre de l'Histoire des femmes.

Grâce à qui nous savons, aujourd'hui, que les femmes étaient au centre de toutes les mutations sociales et tous les mouvements pour le changement et contre les oppressions. C'est un legs indispensable et nous en sommes fières, fières qu'elles aient confiance en nous.

■ Comment vous organisez-vous pour faire entendre vos revendications féministes dans l'extraordinaire mouvement de contestation national actuel ?

Dès le début du mouvement nous avons été dans la rue. On a vite décidé qu'on avait envie de sortir ensemble avec des slogans féministes. C'était le moment ou jamais de



Il n'y a pas d'Algérie libre et démocratique sans les droits des femmes», banderole dans le local de La Collective à Alger.

suivre et accompagner la radicalité des revendications du peuple, avec nos revendications qu'on sait indissociables et indispensables à la démocratie. Quelques filles de la collective ont commencé à se retrouver au local pour faire des banderoles et s'organiser pour sortir en groupe puis on a décidé d'organiser une rencontre ouverte à toutes les féministes qui le souhaitent pour discuter de la place des femmes et des revendications féministes dans le mouvement. Nous avons été rejointes par de magnifiques femmes. On est sorties avec un collectif pour l'égalité et l'idée de créer un carré féministe au milieu de la marche. L'idée du carré est venue pour plusieurs raisons. D'abord, la police a

Lorsqu'on marchait, on finissait, également, par se faire séparer par la foule et se retrouver en petits groupes moins percutants. Le carré a été beaucoup contesté et beaucoup de gens de gauche nous ont lâché également. Ils et elles estiment que le moment n'est pas adéquat pour de telles revendications et que le carré immobile est une démarcation et donc une séparation du mouvement général. Le soutien est revenu, malheureusement, suite à l'agression que nous avons vécue.

On se rend surtout compte qu'il est très sensible et complexe de revendiquer des droits qui ne sont pas identiques à ceux de la masse. Il y a énormément de manipulations, de distorsions de notre démarche,

Algériens pour nous libérer, que de l'opinion française et des Français. Ne nous libérez pas, on s'en charge.

Sinon, nous sommes aussi assez présentes sur les réseaux sociaux et nous organisons souvent des rencontres pour discuter de ces événements. Nous archivons et documentons nos rencontres parce que le changement et l'égalité ne vont pas être le fruit de ce jour mais celui d'un travail long et rigoureux et nous comptons bien y participer.

■ Y-a-t-il pour vous un danger que la lutte antipatriarcale soit mise de côté au nom de l'urgence de la situation politique comme cela est arrivé dans chaque grand mouvement social dans le monde ?

Absolument, et nous le vivons déjà. C'est pour ça que nous tenons à garder des traces de notre présence et de notre résistance. Car même si on sait que c'est joué d'avance et que l'avenir de l'Algérie est « peut-être » plus lumineux, il ne l'est pas forcément pour les femmes. Nous risquons d'être encore les victimes des mutations sociales, des fractures. Je pense que c'est récurrent. Eux diront que ce n'est pas le moment, ils essaieront de nous faire peur, de nous faire taire, de nous faire désespérer et nous crierons encore que c'est toujours le moment. Car l'oppression que nous vivons elle est quotidienne. Elle est systémique et sociale. Même pendant les révolutions, nous devons être vigilantes face aux intimidations, au harcèlement, au paternalisme, etc. nous faisons toujours plusieurs combats à la fois. Nous sommes quand même des warriors mine de rien... ●

Map, pour CNT Femmes libres Sainté, Sanaa pour La Collective féministe d'Alger.



« Egalité, égalité entre frères et soeurs », marche du 8 mars 2019, Alger. Photo Leïla Saadna.

commencé depuis un moment à serrer et bloquer les issues de nombreuses rues, ce qui fait la plus grosse concentration humaine se trouvait dans la grande artère Didouche Mourad, ce qui rendait la marche quasi impossible et étouffante.

de récupérations... D'ailleurs, après notre agression, la presse étrangère, notamment française, s'est délectée en insinuant la vieille rengaine « libérez les femmes algériennes de la sauvagerie des hommes algériens ». Mais nous n'avons pas plus besoin des

Biodiversités jaunes

Lettre ouverte d'une indécise sur le mouvement des Gilets jaunes.

Je faisais partie de celles et ceux qui ont affirmé dès le début du mouvement des Gilets jaunes et ce de façon un peu péremptoire : « Jamais je ne manifesterai à coté de fachos, rachos, et autres petits patrons ! ». Je savais qu'il fallait que je me méfie des « jamais » mais nulle n'est parfaite !

Fière d'avoir choisi le syndicalisme comme moyen de lutte et le syndicalisme autogestionnaire comme chemin pour arriver à une société que je veux égalitaire je ne pouvais me reconnaître dans un mouvement qui partait du présupposé « syndicat = caca ».

Je n'avais comme vision de la situation que ce que voulait bien me montrer certain-es pseudos-journalistes qui, je me souviens, insistaient bien sur le coté « beau » du mouvement, sur le « contre les taxes et les impôts » sur « je soutiens tous le monde sauf les fonctionnaires et les postiers parce que quand même iels ont déjà tout », sur « le FN est dans la place », etc. À la campagne, je voyais bien que tous les chasseurs arboraient fièrement les gilets sur l'avant de leur tableau de bord... Je ne pouvais pas me sentir alliée de chasse, pêche et tradition ! On avait aussi des retours sur ce qui pouvait se passer de très craignos sur certains rond points ou dans certaines manifs (racisme, antisémitisme, homophobie, sexisme, etc.)

Depuis, j'ai vu évoluer le mouvement, je l'ai vu s'élargir et surtout ne rien lâcher, j'ai vu apparaître de nouvelles revendications et je n'ai cessé de faire des aller-retour de choix en fonction des arguments entendus, lus... J'y vais, j'y vais pas ? J'ai des camarades qui y vont qui ne peuvent être soupçonné-es de collusion avec les fachos, mais des fachos, il y en a, etc.

J'ai donc, sans être du tout convaincue, commencé à me rendre sur les manifs (sans gilet jaune parce que quand même faut pas déconner) et j'ai vu... que cela n'était pas aussi simple que ça !

J'ai donc revu, en essayant d'avoir le maximum de recul, tous les arguments qui faisaient que j'avais choisi de me tenir loin du phénomène (ouais, c'est bien un sacré phénomène qu'on le veuille ou non).

Les revendications ne sont pas les miennes : taxes, impôts, RIC. Certes, mais les revendications ont pris depuis plusieurs manif une autre coloration : anticapitalisme, notion de



classe, volonté de reprendre la parole et de ne plus la laisser à des « politiques de tous bords », anti répression, etc. Quand je manifeste en tant qu'enseignante avec d'autres syndicats que le mien, je ne suis pas toujours OK avec certaines de leurs revendications... Si je veux être « pure » et ne me retrouver jamais en contact avec des banderoles qui me défrisent, je reste chez moi... ou je fais une manif à 100 personnes dont j'ai validé avant l'appartenance à un projet libertaire.

Il y a dans la manifestation des ennemi-es.

Les « petits patrons », j'ai l'impression sérieuse qu'on ne les voit plus...

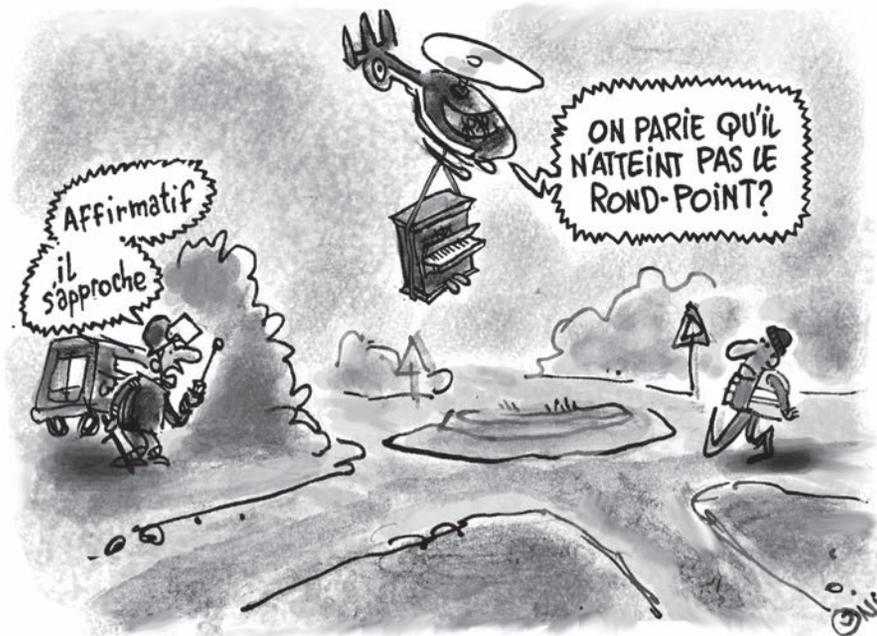
Les « vrais fachos » qui revendiquent en tout

conscience leurs idées nauséabondes se font virer s'iels sont visibles et ce dans plusieurs villes, Bordeaux notamment : je les ai vus de moins en moins.

Les « fachos » qui n'ont pas pris le temps de réfléchir et qui répètent des idées de comptoir (c'est un peu méprisant, mais c'est quand même une réalité pour certain-es, comme ça l'est aussi chez nous !), c'est vrai il y en a... Mais n'y en a t-il pas AUSSI quand je manifeste en tant que syndicaliste pour une ré-évaluation des salaires, ou pour les retraites, etc ?

Un des camarades à qui j'expliquais mes atermoiements lors d'une manif du samedi, m'a répondu très sérieusement : « Je crois que lors de

LE MAINTIEN DE L'ORDRE ÉVOLUE



Patron, ça tourne pas rond...

la Commune , il y avait pas que nos ami-es politiques ! » Et là, ça m'a parlé... parce que clairement serions nous rentré-es chez nous en disant : « Oh merde, il y a des petits patrons ! »

Il est insupportable de manifester aux côtés des gens qui sont, au travers de ce qu'ils montrent d'eux (slogans, pancartes), anti-sémites, racistes, etc. C'est toujours vrai ! Mais encore une fois, c'est aussi ce qui arrive dans nos manifs « de gauche ». Je n'ai pas eu l'impression d'en voir plus (il y en a forcément plus car il y a beaucoup plus de monde que dans nos manifs, mais en pourcentage j'en suis pas sûre)

Alors voilà, clairement je suis méfiante et pas naïve, je sais que tout est loin de me plaire et que je ne soutiendrais JAMAIS (oups) un fachos parce qu'il a par exemple subi la répression de la police.

J'irai malgré tout en essayant de faire le lien, en dénonçant, si je suis témoin, tout ce qui pourrait être contraire à mes valeurs.

J'irai en essayant d'expliquer, quand c'est possible, que ceux qui revendiquent un rejet des syndicats se trompent, que nous ne sommes pas les syndicats dont ils parlent.

J'irai parce que je n'imagine même pas que nous ne soyons pas solidaires face aux comportements de l'Etat, de la police dans la répression générale de ce mouvement.

J'irai parce que je n'en peux plus de voir avec quel mépris est traitée cette révolte populaire (dans le sens, relatif au peuple, en tant que milieu social). Et cela n'est bien sûr pas incompatible avec une vigilance et une réaction immédiate sur tous les propos ou actes qui ne seront JAMAIS acceptables.

J'irai à moins que je ne change d'avis parce que quelqu'un-e aura un argument imparable qui me fera changer de point de vue...

Car je revendique le droit de changer d'avis sur la stratégie à avoir, mais JAMAIS sur l'objectif à atteindre ! « Égalité sociale et libertaire ! »

Oups, je crois que j'ai fait un coming out gilets jaunes ! ●

Pat, STE 33

Au Medef, ils ont tellement pas fichus les pieds en usine qu'ils n'ont pas capté que les deux roues d'un engrenage, ça peut pas marcher dans le même sens.



Pologne

Rencontre internationale d'Amazon Workers de Poznan.

Du 15 au 17 mars 2019, la CNT a participé à une réunion du groupe Amazon workers à Poznan

Ce groupe se réunit dans l'objectif de fédérer les travailleuses et travailleurs de l'entreprise Amazon ainsi que les syndicats prêts à s'investir dans la lutte contre les pratiques managériales et entrepreneuriales ultra libérales pratiquées contre de nombreux employé.es dans de nombreux pays. Parmi ces organisations, Inicjatywa Pracownicza, un syndicat anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire polonais. Cette rencontre avait pour objectif de rédiger un tract et préparer une diffusion internationale sur les conditions de travail dans cette entreprise notamment, le travail intérimaire et le Feed back (technique managériale de jugement et de notation des employés). L'idée était d'avoir un tract et un logo commun à diffuser dans chaque pays ainsi que l'organisation de grèves et de lock-out des sites de manières simultanées comme cela est déjà régulièrement tenté.

Au premier jour, une distribution de tracts devant le site Amazon de Poznan a eu lieu. Nous sommes une quinzaine et distribuons de nombreux tracts aux travailleur.euses, à ceux qui sortent et à ceux qui vont prendre leurs postes. Cela se passe très bien et nous ne sommes pas embêtés par une quelconque sécurité. Et tout cela est possible parce que quelques uns travaillent là et ont des badges. Nous ne sommes pas surs qu'en France nous pourrions faire la même chose.

Nous rentrons au squat anarchiste de ROZBRAT qui existe depuis 23

ans pour la réunion.

Le samedi matin est prévu une manifestation devant ADECCO, qui est le « fournisseur » de main d'œuvre pour Amazon, avec une vingtaine de camarades italiens, français, allemands, polonais, espagnols et suédois. Plusieurs banderoles, un mégaphone et la télé qui a été invitée.... Photos, vidéos, discours... Et UN policier est là, du début à la fin, à l'écart. En France en moins de cinq minutes les cars seraient déjà là ! Incroyable !

L'après-midi, nous sommes environ une soixantaine de participant.es aux cinq groupes de travail, sur les thèmes de sécurité pour les employés (agents) d'Amazon, Feedback (3 groupes), égalité des salaires, travail intérimaire, conditions de travail très différentes d'un pays à un autre, proposition et discussions.

L'une des idées était, par exemple, d'envisager les mêmes conditions de travail quelque soit le pays. Mais cette idée pourrait être creusée et pourquoi pas en faire un mot d'ordre... Ces conditions de travail ne sont pas les mêmes si on est en CDI, CDD ou Intérimaires et surtout changent suivant les pays et leurs « codes du travail ».

Dans l'un des ateliers feed-back, la CNT a cité les problèmes des Amazon Workers de Montélimar et autres dépôts Amazon en France. À ce sujet, aussi bien les employé.es Amazon d'Allemagne et ceux de Pologne ont apprécié et ont soulevé que ces problèmes sont

aussi vécus dans leurs pays. Ainsi, la majorité des débats se sont déroulés autour de ces questions. Ce qui a suscité des demandes de recherche de réponse à ces difficultés pour résoudre et améliorer les conditions de travail pour certains employés.

Le feed-back, c'est le retour sur le travail que tu as effectué. On peut imaginer les dégâts occasionnés par ce genre de pratiques. Juger, dévaloriser, voire « humilier », c'est ce que devient le monde du travail.

En Pologne, Amazon recrute jusqu'au fond des campagnes, là où il n'y a pas de travail. Et si on est obligé de travailler pour vivre... Amazon propose un service de cars qui les emmènent et les ramènent pour qu'ils puissent aller « bosser ». Cela rappelle les usines Peugeot à Sochaux ou autres merveilles...

Du coup ces travailleur.euses deviennent corvéables et se retrouvent pieds et poings liés.

La plupart des groupes n'ayant pas abouti, les travaux ont été maintenus jusqu'à la prochaine rencontre à Leipzig le 18-19 septembre 2019.

Nous nous sommes quitté-es en nous donnant rendez-vous à Leipzig pour continuer ce travail de coopération internationale contre les pratiques mortifères de cette « boîte », elle aussi internationale...

Pour la solidarité internationale et l'émancipation des travailleuses et travailleurs du monde entier par eux mêmes. ●

Les camarades des syndicats CNT 09 et CNT 26 du G.T Europe

Kanaky



« Congrès du Parti Travailleiste », Tribu de Rôh, Maré, 18 novembre 2018. Photo : Aurélie Journée-Duez.

L'identité calédonienne, une fiction néocoloniale

Il est une chose d'entendre les récits témoignant des formes de racisme et de colonialisme en Kanaky, il en est une autre d'en faire l'expérience.

Au premier jour de notre séjour dans la « Ville blanche » (Nouméa), nous décidons d'aller, à l'instar de la plupart des touristes, nous promener sur la célèbre « Baie des citrons », ventée par les différents guides touristiques mis à notre disposition. Le long de la plage, une question s'impose à nous : « *Après près de 23h de vol et 22 000 km parcourus, n'aurions-nous pas finalement atterri sur la Côte d'Azur ?* ». Aux terrasses des cafés et des restaurants ne sont installés que des Blancs, pas un seul Kanak. Nous nous décidons malgré tout à prendre une citronnade, pour la modique somme de 9 000 francs pacifique (soit l'équivalent de 8 euros)... En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, nous nous apercevons qu'en Kanaky, les colons ont substitué leurs casques coloniaux par des chemises à fleurs tahitiennes, tout en dissimulant à peine leur complexe de supériorité derrière leur cigare à la main. Un homme, que nous appellerons Mr. X., parle fièrement à ses amis d'un projet immobilier pour lequel ils auraient reçu

des subventions... D'un montant néanmoins insuffisant pour être terminée, la construction a débuté, puis arrêtée en cours. Mr. X. s'amuse que sur son terrain se dressent désormais des semblants d'infrastructures inachevées, laissées à l'abandon. Il n'est pas non plus peu fier de sa grande maison, « *aux murs de quatre mètres de haut, entourée de barbelés et protégée par des chiens* » – sait-on jamais, si quelques Kanaks venaient à tenter de s'y introduire... Mr X. n'est pas seulement un homme fier, c'est également un bon citoyen. Décidé de participer au référendum le 4 novembre, il met en garde ses amis de « *ne pas y aller trop tard* ». Faute de quoi, le bulletin (pour le « Non ») serait plus difficile à mettre dans l'urne, « les tribus descendant dans l'après-midi en famille pour aller voter ». Un goût amer dans la bouche (en aucun cas lié à la citronnade que nous venons de boire), nous décidons de partir, sans savoir que ceci ne constituerait qu'un petit aperçu de que nous réservait notre voyage.

En cette veille de référendum, l'effervescence populaire n'est pas

au rendez-vous. Quelques drapeaux bleu-blanc-rouge ornent les voitures des partisans du « NON », qui puisent davantage leur fierté dans la puissance des chevaux de leurs bolides que dans leur faculté de jugement. Les partisans du « OUI » arborent le drapeau de la Kanaky, ce qui nous rassure et nous conforte : nous ne sommes bel et bien pas en France, mais en terre kanak.

Tout est fait dans cette ville pour marginaliser le peuple premier de cette île et le rendre invisible. En fait, Nouméa nous apparaît comme un vaste théâtre dont le décor bénéficie de sa proximité géographique avec le Vanuatu : même les sculptures qui ornent les voies piétonnes, les rond-points, les vitrines des boutiques de souvenirs, ne sont pas de l'art kanak mais proviennent de cette île voisine (qui, rappelons-le, a acquis son indépendance en 1980). Près des hôtels, les magasins de souvenirs ne manquent pas, mettant en avant des œuvres d'art kanak, en réalité, made in China. À l'Anse Vata, Mr Y., gérant d'une boutique, tente de nous vendre un drapeau et une serviette

de bain aux couleurs de la Kanaky, nous garantissant que cette parure nous « évitera de nous faire caillasser sur la plage le jour du référendum ». Apparemment soucieux de notre sécurité, Mr. Y. nous déconseille également de nous rendre dans les Iles Loyauté, « dangereuses en raison des actualités », sans omettre de nous mettre en garde « Les Kanaks, ils ne supportent pas bien l'alcool et quand ils boivent vous savez, et bien ils ont l'alcool mauvais ». Après avoir ironiquement rappelé à Mr. Y. que nous n'ont plus, ne sommes pas très marrant-es après un verre de trop, nous quittons ce charmant endroit.

Plus que quotidien, le racisme envers le peuple kanak est, à Nouméa, ordinaire, standardisé, banalisé. Le jour du référendum, en visite à Mont-Dore, nous faisons une halte dans un restaurant du centre commercial. Alors qu'une jeune femme kanak, serveuse au comptoir, a le malheur de parler sa langue, le Drehu, avec nos camarades de l'USTKE, la gérante (Blanche) la réprimande aussitôt, lui rappelant que « *le Mr. peut parler la langue qu'il veut, mais toi, tu dois parler français devant moi, et puis, on ne sait pas, si tu m'insultes et que je ne puisse pas comprendre. Demain, on verra...* ». Nous sommes effaré-es, un épisode comme celui-ci suffirait à ce que les indépendantistes corses descendent dans la rue et l'embrasent. Mais la serveuse dédramatise, arguant de

la « *folie habituelle de sa patronne* ». La situation par rapport à celle de la Corse est après réflexion toute autre : les Corses peuvent être et sont gérant-es de commerces sur leur terre, à la différence de Nouméa qui ne comporte qu'un seul commerce géré par un Kanak.

Tous ces cas de racisme ordinaire ne constituent que quelques exemples dont nous avons pu être témoins durant notre séjour, auxquels s'additionnent bien d'autres... Néanmoins, la liste est trop longue, et plutôt que de continuer à mettre l'accent sur les situations insupportables auxquelles nous avons assisté nous préférons souligner ceci : Nouméa ne reflète pas ce qu'est Kanaky. La ville principale de la Grande Terre n'est qu'un ersatz de métropole française dont la cruauté envers le peuple kanak ne saurait parvenir à dissimuler l'indépendance déjà acquise des Iles Loyauté, où les Caldoches et les touristes de France et d'ailleurs ont bien compris qu'ils ne devaient pas prendre pour acquise cette terre qui ne leur appartient pas et qui ne leur appartiendra jamais, quand bien même l'Etat colonial affirme au jour le jour le contraire. Iaai, Drehu et Maré montrent que l'indépendance ne nécessite pas seulement le OUI au référendum, l'indépendance ne se trouve pas dans les urnes, elle s'éprouve au quotidien, elle se vit. La 9ème édition du Congrès du Parti Travailleuse¹ a témoigné de la résilience kanak et a

permis d'offrir un aperçu des grandes bases sur lesquelles la Constitution de Kanaky serait fondée et la base juridique dont tend à se doter le peuple Kanak. La place importante accordée à la jeunesse, aux femmes, à la coutume, les réflexions portées autour de la citoyenneté, ont mis en évidence cette non-inéluabilité de la défiance des institutions qui prétendent pouvoir penser en lieu et place du peuple qu'elle a cru voir courber l'échine suite à la signature des Accords de Nouméa en 1998. Alors oui, il est grand temps que Kanaky se libère des jougs de l'hydre capitaliste colonial que constituent l'Etat français et son appétit féroce pour le nickel. Mais quoi qu'il en soit, nous ne doutons pas qu'elle y arrive un jour, avec ou sans référendum, car la terre appartient et appartiendra toujours à celui qui la travaille.

Encore merci à toutes et à tous les camarades de l'USTKE et du Parti travailliste pour nous avoir accueilli sur votre terre de coutumes et pour tout ce que vous faites au quotidien pour construire une véritable Kanaky libre et socialiste... Même si nous sommes séparé.e.s de milliers de kilomètres, nous sommes des frères et des sœurs de lutte, lié.e.s par l'amitié entre les peuples et la solidarité internationale. ●

Sylvain D. et Aurélie J.-D

¹ Du 16 au 18 novembre 2018, à Maré, Tribu de Rôh..

Algérie



Manifestation étudiante, Alger, 16 avril 2019

Hommage à un frère de lutte Achour Idir

C'est avec une profonde tristesse que la Confédération Nationale du Travail (CNT) de France, via son secrétariat international et sa Fédération des travailleur-euses de l'éducation, a appris jeudi 4 avril le décès soudain, au matin, de notre cher camarade Achour Idir, secrétaire général du Conseil des Lycées d'Algérie (CLA), un syndicat autonome, très actif depuis de nombreuses années dans le pays. Outre un camarade de longue date, nous perdons également un ami proche.

Nous exprimons toutes nos condoléances à sa famille et à ses proches ainsi qu'à ses camarades du CLA et du PST (Parti socialiste des travailleurs) dont il était membre. Il s'agit d'une très grande perte pour le syndicalisme autonome et les luttes en Algérie, mais aussi pour les militants révolutionnaires qui l'ont connu à travers le monde.

Achour était un membre fondateur du CLA. Après la disparition brutale

du secrétaire général Redouane Othmane, en 2007, il avait repris le secrétariat et avait oeuvré sans relâche avec ses camarades à la création de syndicats locaux dans différentes wilayas, aboutissant aujourd'hui à une implantation sur 48 wilayas. Il donnait l'importance au travail de terrain, sans cesse présent pour accompagner les créations de sections, dans toutes les régions du pays, pour former, échanger, rassembler sans relâche tout en ayant un poste de professeur, refusant tout détachement syndical.

Après des premiers contacts établis en 2003, peu après la création du CLA et une grève de trois mois, des militants du secrétariat international de la CNT avaient rencontré pour la première fois Achour en 2008, au Forum social maghrébin à El Jadida, au Maroc, puis à Oujda la même année, lors de la rencontre fondatrice de la Coordination syndicale euro-méditerranéenne qui regroupait des syndicats de travail-

leur-euses et chômeur-euses d'Europe et du Maghreb, sur une base de solidarité internationale de lutte de classe et anticapitaliste.

Dès ces premières rencontres des échanges percutants nous rapprochaient fortement, que ce soit sur la vision du syndicalisme comme de l'auto-organisation des luttes. Il était animé d'un profond respect et d'un grand intérêt pour l'anarchosyndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire.

Achour se battait également pour le développement d'un syndicalisme de lutte de classe, contre les formes de bureaucratisation, maintenant la position au sein de son syndicat du refus de permanents syndicaux, assurant la place des jeunes et des femmes dans l'organisation. Il était de tous les combats contre les injustices sociales et au plus proche des plus précaires, à l'image de sa présence dans la lutte des enseignants contractuels, lors de laquelle il avait participé en mars 2016 à la grande marche de Béjaïa à Boudaou (plus de



Blocage par la police du départ de la marche syndicale pour la grève nationale des services publics, 10 avril 2019, à Alger, place du 1er Mai.

280km), pour leur titularisation.

Achour défendait un syndicalisme sans frontière. A ce titre, sous son impulsion, le CLA a assisté à plusieurs congrès confédéraux de la CNT et de notre Fédération des travailleur-euses de l'éducation. Achour y était présent à chaque fois accompagné d'autres camarades dans une volonté de ne pas être le seul en contact avec les militants de la CNT, pour que les militant-es du CLA rencontrent d'autres militant-es et assistent aux discussions qui se déroulaient dans les congrès, voient le fonctionnement d'un autre syndicat.

Son intervention au congrès de 2012, alors que notre fédération se posait des questions sur les élections professionnelles, était axée sur la nécessité de refuser les permanents syndicaux et de rester en marge des bureaucraties, de ne jamais rentrer dans la concurrence syndicale, d'acquiescer sa légitimité par la lutte. Le tout en restant lucide sur les difficultés que cela pose, le CLA n'étant alors pas reconnu.

Dans une relation de réciprocité, le CLA a invité la CNT à ses universités d'été et à son premier congrès en décembre 2017. Des pistes pour des formations communes en avaient émergées.

Le CLA, et Achour de façon infatigable, soutenaient les luttes contre la précarité en Algérie, mais aussi internationalement, mettant en avant l'importance de ces luttes au Nord comme au Sud de la Méditerranée au sein de la coordination. Ainsi, face aux soulè-

vements populaires qui ont traversé les pays du Nord d'Afrique en 2011, avec en fer de lance les chômeur-euses et leurs divers comités qui s'organisaient, la coordination, et avec en son sein le soutien actif du CLA et de la CGT-E, a facilité et soutenu matériellement une rencontre des différents comités de chômeur-euses du Maroc, d'Algérie et de Tunisie. Cette rencontre difficile à mettre en place, initiait pour beaucoup d'entre eux des contacts qui se sont maintenus jusqu'à aujourd'hui.

Face à la réalité syndicale en Algérie, Achour a toujours poussé à un travail syndical unitaire pour construire un vrai rapport de force et pour parvenir à une grève générale. En témoignent la création récente de la Confédération des Syndicats Autonomes (CSA) (qui regroupe 13 syndicats) et le maintien constant de relations avec des syndicalistes combattifs de sections de locales de l'UGTA (centrale syndicale majoritaire, qui couvre largement le privé, mais bureaucratisée et à la botte du pouvoir).

Depuis le 22 février 2019 en Algérie, début du soulèvement populaire, Achour faisait partie de ceux et celles qui n'ont cessé de pousser à l'auto-organisation dans les lieux de travail et les quartiers, et pour le départ de grèves unitaires dans différents secteurs, pour que le mouvement syndical rejoigne activement ce soulèvement.

La lutte continue car seule la lutte paie!

La CNT a mandaté une camarade pour se rendre à Tichy, son village, dans les hauteurs de Béjaïa, pour être présente aux côtés de ses camarades et sa famille, le jour de son enterrement, le 5 avril 2019. Beaucoup de monde avait fait le déplacement. C'était quelqu'un de rassembleur. Une grande marche en son hommage a eu lieu à Béjaïa. Puis l'enterrement après différentes prises de paroles, dans l'école réquisitionnée pour cela à Tichy. Un moment particulièrement émouvant, et à son image,

avec banderoles, drapeaux et chants révolutionnaires des camarades la gorge serrée et le poing levé.

La CNT a assisté aux mobilisations en Algérie jusqu'au 13 avril, première semaine de répression depuis le début du mouvement. Premières arrestations et empêchements d'occuper l'espace public. Cela a commencé par des syndicalistes de sections locales de l'UGTA en rassemblement contre la bureaucratie arrêtés le samedi 6 avril, relâchés ensuite. Puis différents militant-es de gauche sur Alger ont lancé des appels à rassemblement quotidien à 17h, devant la grande poste. Tous les soirs la police était fortement déployée pour empêcher leur présence, avec des arrestations musclées.

Après l'annonce de la démission de Bouteflika, c'est l'équivalent d'un coup d'Etat par jonglages juridiques auquel les algérien-ennes font face. Gaïd Saleh, chef d'Etat major de l'armée, déclarait qu'il fallait appliquer l'article 102, c'est à dire la reprise du pouvoir par transition par la tête de l'équivalent du sénat, Ben Saleh. Le jour de l'établissement officiel de celui-ci, le mardi 9 avril, les étudiant-es étaient mobilisé-es nationalement et massivement. Sur Alger c'était la première démonstration de force du pouvoir. Les étudiants ont réussi à forcer différents cordons de policiers pour arriver jusqu'à la place de la grande poste, et malgré les canons à eau et les gaz, ils ont réussi à tenir toute la journée. Le



Banderole des camarades de Béjaïa en hommage à Achour, placée en haut de la grande poste face à la marrée de manifestants jour de la grève nationale des services publics, 10 avril 2019, Alger.

lendemain la manifestation des syndicalistes, pour la grève nationale des services publics appelée par la CSA, a été empêchée de démarrer place du 1er mai : gazage direct avant le début. Une vingtaine de syndicalistes ont été arrêtés dès 8h du matin, relâchés en fin de journée. Mais la mobilisation était énorme, les manifestant-es ont contourné et forcé le passage malgré différents points d'affrontement, pour atteindre la grande poste, où les étudiant-es étaient présent-es contre la répression. Des banderoles en hommage

Premier vendredi réprimé, toujours sur Alger. Il y a eu toute la journée des tentatives de blocage par des cordons de police qui ont voulu dégager les manifestant-es tôt le matin des escaliers de la grande poste ; ou encore de réprimer par gaz et canons à eau. Mais la police était totalement dépassée par le monde présent et s'est faite littéralement dégager à différents endroits. En fin de journée, alors que la majorité de la population quittait le centre, c'est une grande répression qui a eu lieu à Alger : 85 blessé-es et 250 arrestations.



Intervention de Achour lors du congrès de la FTE de la CNT, en 2012.

à Achour ont été accrochées en haut de la place. Le centre d'Alger était noir de monde, des slogans « klitou elbled, rassi raqed » (ils ont bouffé le pays bande de voleurs), « Ben Saleh, dégage ! Gaïd Saleh, dégage ! » ou encore « Chaab yourid, yetnahew gaa » (le peuple veut qu'ils dégagent tous) et un déploiement massif de forces de répression. La journée s'est terminée par une trentaine d'arrestations et l'annonce par Ben Saleh d'une convocation de prochaines élections le 4 juillet.

Le 12 avril, pour le 8ème vendredi de mobilisation massive des Algériens, la presse et les militants font le constat d'une mobilisation plus grande que d'habitude dans beaucoup de villes.

Le lendemain au moment des rassemblements quotidiens du soir, plus d'une dizaine d'arrestations. Les femmes arrêtées ont été humiliées et totalement mises à nues au commissariat, avant d'être relâchées.

Des mobilisations et des débrayages ont lieu dans différentes villes tous les jours. Des collectifs féministes s'organisent également. Au sein de l'UGTA les sections locales se rassemblent pour le départ de la bureaucratie syndicale. Plusieurs camarades (syndicalistes, militant-es, étudiant-es) voient cela d'un très bon œil, espérant une jonction pour un appel commun enfin à une grève générale public et privé. D'ores et déjà un refus des élections du 4 juillet a été annoncé, par les manifestant-es, mais aussi par exemple l'ensemble des maires de la wilaya de Béjaïa, ou encore les juges.

Le combat continue, solidarité internationale ! ●

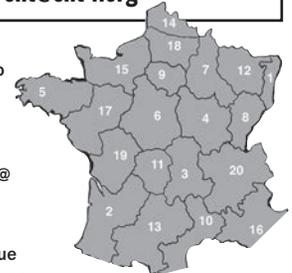
Le secrétariat international de la CNT, et la Fédération des Travailleurs.se.s de l'Education de la CNT.

Pour plus d'informations sur le mouvement en cours, vous pouvez vous référer au site du secrétariat international où on mettra des mises à jour régulières : www.cnt-f.org/international

Là où tu vis la CNT lutte

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o Lucha y Fiesta
BP 30017 67027 STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux

06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac

Culture Aquitaine 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT

Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté

Syndicat intercorporate de Saône-et-Loire et de la Nièvre
19 rue du pavé 71290 Cuisery, CNT 21

61 rue Jeannin 21011 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes CEDEX

06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier 41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne BP 90009, 51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014

Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche 39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020 Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000 Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre, 87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle

5, place des Charrons, 57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire, 31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados BP 02,

14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-

Maritime BP 411, 76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Consolat 13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

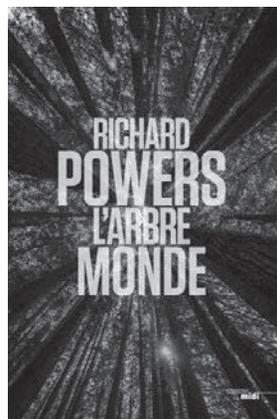
Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau 69001 Lyon



L'arbre-monde,
Richard Powers,
traduit par Serge Chauvin,
Le Cherche-Midi,
512 pages, 22 euros.

Fait des pages qu'un arbre a patiemment élaborées au fil des siècles, ce roman est construit autour de la métaphore de « *l'arbre-monde* », dont chaque partie tire son titre : racines, tronc, cimes, graines, autour desquelles se déploient les ramifications des destins de neuf personnages liés aux arbres. Pour Patricia, chercheuse en biologie qui découvre la communication des arbres, « ce que vous faites d'un arbre devrait être au moins aussi miraculeux que ce que vous avez abattu ». C'est précisément ce que réussit Richard Powers avec ce roman magnifique, hymne aux arbres et à la nature, à ce qui dépasse l'humaine condition et relie les êtres entre eux, au refus d'obéissance cher à Thoreau qui inspire ses pages, à la vie et au sens qu'on lui donne si on accepte de la contempler avec la douloureuse lucidité des personnages.

■ Arborecence

Chacun grandit à l'ombre d'arbres disséminés dans l'étendue et l'histoire du continent américain. Chacun arrive à travers des chemins secrets à la révélation que sa place dans le monde n'a rien de naturel. Olivia, prêtresse des arbres

qui entend des voix après une étrange résurrection, croise Nick, Mimi Ma et Douglas, et enfin Adam, en essayant de sauver les arbres millénaires que les bûcherons tentent d'abattre. Un couple atteint enfin l'équilibre et l'amour infini, après une longue vie commune tumultueuse, en regardant la forêt reprendre possession du jardin de leur pavillon citadin. Alors que la dévastation du monde s'accélère sous les ravages des machines toutes puissantes du Capital. Rejetée de ses pairs, une chercheuse marginale engrange les graines de toute la création arboricole pour construire une arche, mémoire du monde, espérance d'une vie future. Créateur d'univers parallèles, en quête du plaisir infini, un informaticien de génie se rend compte de la finitude des désirs humains. Sa quête mystique le conduit de l'ascèse physique à une forme de renaissance au monde, comme après une longue hibernation, redécouvrant l'infini à travers la luxuriance de la nature réelle.

■ L'image plus vraie que la raison

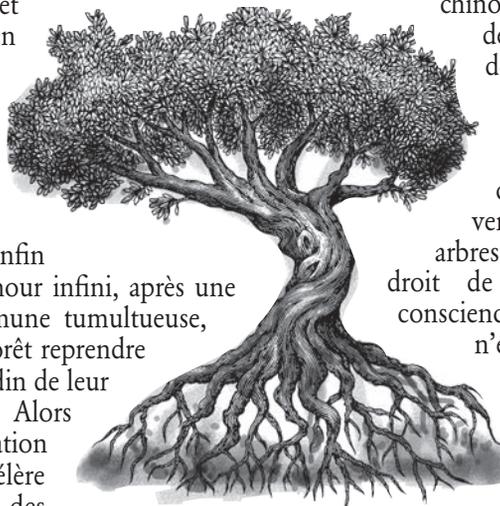
Le roman nous plonge au cœur de la poésie des arbres, entre réalité et illusion. L'arbre mythique, celui de la Connaissance ou Ygdrasil*, abrite les visions les plus fantasmagiques des hommes. Si celle qui entend leurs voix ou celui qui les dessine sont des « fous », l'illusion est pourtant du côté de ceux-celles qui nient le danger d'un monde dépeuplé de ses êtres les plus bienfaisants. Illusion aussi, ces rideaux d'arbres le long des autoroutes pour cacher le déboisement complet

qui s'opère. A travers de nombreuses références à la poésie soufie ou chinoise, le renversement de la sagesse et de la folie donne l'impression de suivre avec l'auteur le cheminement d'une conversion vers la nature. Les arbres doivent avoir le droit de plaider, l'unique conscience de ce monde n'étant pas celle des hommes. La mort apparaît comme un processus vital, les vieilles souches abritant d'innombrables vies minuscules, qui repeuplent grâce la forêt. Les personnages humains sont au même plan que les arbres autour desquels ils s'enchevêtrent, ce qui donne à l'homme la place d'une espèce parmi des milliards d'autres, toutes aussi utiles à la survie de la planète par les liens de coopération et de mémoire qu'elles tissent. On retrouve dans la description très physique de la communication des arbres l'écho de *La Morale anarchiste* de Kropotkine, pour qui l'appui mutuel est la loi du progrès, la nature, plutôt que d'inspirer la lutte pour la survie, devant servir de guide, ou de métaphore, à l'entraide sociale.

Plutôt que d'attendre la mort du monde, ce roman splendide est l'une des « voix » qui donne envie de vivre avec la nature et avec les arbres qui nous entourent, au péril de nos existences conformistes et étriquées entre deux trottoirs, dans une temporalité humaine si dérisoire, et en même temps si dense qu'elle ne peut être complète que par le sens qu'on lui donne et par la lutte et l'imagination. ●

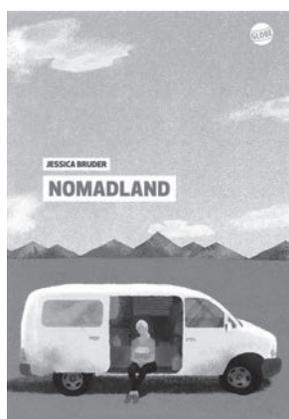
Claire STE94

* L'Arbre Monde dans la mythologie scandinave.





Trimards à en crever



Nomadland,
Jessica Bruder,
ed. Globe,
320 pages, 22 euros

Ca paraît absurde : pourquoi embaucher des seniors accusant entre 60 et 80 ans au compteur pour des boulots éprouvants exigeant une bonne condition physique? Pour ramasser des betteraves, garder un parc d'attraction, nettoyer les toilettes de campings ou arpenter au pas de course les travées des entrepôts géants d'Amazon, l'employeur a besoin de gens en forme... Quand le capitalisme mise sur des employé-es hors d'âge, usé-es, mais volontaires, il parie sur leur docilité forcée, leur nécessité impérieuse de ressources et donc leur ultra flexibilité. Et les contrats courts, précaires, permettent de gérer le turnover, les abandons, les blessures au travail. Les postulant-es à ces boulots n'ont pas le choix : plongé-es dans la mouise par la crise des subprimes, leurs baraques pas finies

de payer ne valaient plus rien à la revente. Ils et elles ont fait le choix de s'en passer, de survivre en nomades, « sans adresse fixe » plus que sans domicile : à la manière de tortues, ils, elles vivent dans une carapace plus ou moins vétuste, caravane décatie, van retapé, camping car d'occase. Ce qui en fait des travailleur-euses précaires itinérant-es, comme les hobos de la Grande Dépression des années 30, qui bourlinguaient d'état en état, cherchant de l'embauche comme ouvrier-ères agricoles à la journée ici ou là. Le même petit peuple décrit par Steinbeck dans les Raisins de la colère. Les nomades 3e âge d'aujourd'hui assument la filiation. Avec une différence d'horizon: beaucoup se voient trimer jusqu'à en crever.

Avant d'être migrant-es dans leur propre pays, il leur a fallu affronter des dilemmes : se nourrir ou se soigner les dents, manger ou payer les dettes. Bazardant loyers et crédits immobiliers, elles et ils optent pour remplir l'estomac et le réservoir de carburant, cherchant les parkings où stationner en évitant les tracasseries policières et les voisins délateurs. Gentrification oblige, de nombreuses villes ont édicté des arrêtés interdisant aux nouveaux vagabonds de dormir dans leur véhicule. Se disant pour certain-es objecteurs de conscience à l'ordre social, ils-elles partagent leurs bons plans, les stratégies de camouflage, l'abonnement à une chaîne de salle de gym juste pour l'accès aux

douches, les tuyaux de mécanique et de maintenance de leur maisons roulantes. Et de fait, leur mode de vie représente une sub-culture vivace, décroissante et finalement assez joyeuse, avec ses rites et son entraide, ses combines, ses rassemblements annuels et ses salons de recrutement. Certain-es s'étant bardé-es d'un sens de l'humour et de l'autodérision inattaquables, la positive attitude très américaine leur sert de ligne de fuite. Ou de conduite, quand ils et elles ont de quoi payer l'essence.

Ce reportage très chaleureux, attentif à l'humanité des gens, suit quelques unes des ces figures, leur rêves, leurs blessures, leurs générosités. Leur sens de l'hospitalité est comme un pied de nez à la violence des jobs qui les exploitent avec un cynisme patent, les désignant comme « les lutins du Père Noël », en plein boom des commandes d'Amazon. En 2008, la société qui a pour devise « Travailler dur, s'amuser, contribuer à l'histoire » a mis en place CamperForce, un programme spécial de recrutement de ces trimardeur-euses post retraite. On en vient juste à regretter que le sens du sabotage concerté, combinard, ne soit pas développé chez ces jusqu'au-bou-tistes du travail forcé...●

Nico, Interco, Nantes

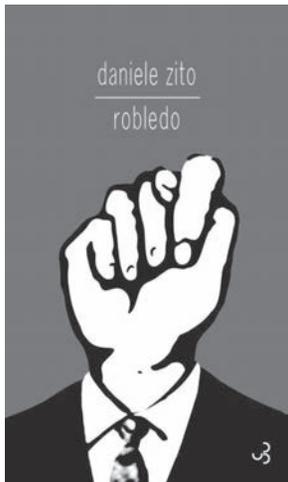
LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

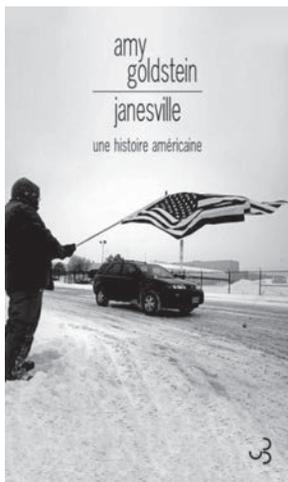
DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

Infiltré-es, naufragé-es...

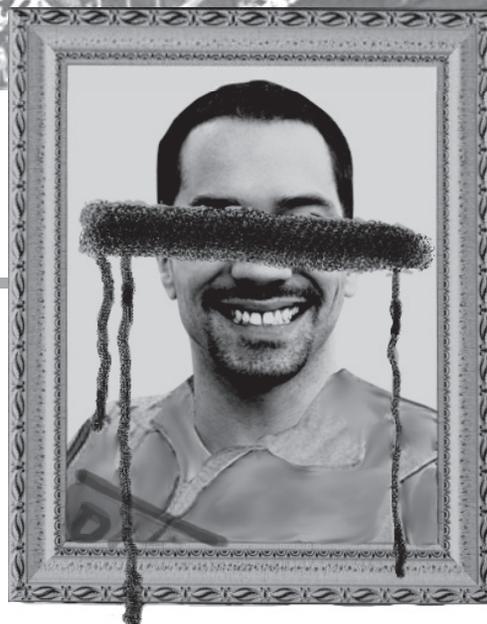


Robledo,
Daniele Zito,
Christian Bourgois ed.,
316 pages, 22 euros.



Janesville,
une histoire américaine,
Amy Goldstein,
Christian Bourgois ed.,
315 pages, 23 euros.

Imaginez un peu des gens mis sur la touche par un licenciement, disqualifiés par un chômage de masse, et qui n'accepteraient pas d'être privés de leur addiction, le travail. Au point d'y retourner clando, sans revenu, juste pour exister, se conformer à des horaires, avoir l'illusion d'avoir des collègues, se retrouver un semblant d'utilité sociale. C'est l'idée maitresse de Robledo. Travailler sans rien, strictement rien attendre en échange. Des squatteur-euses. Les recrutements se passent d'eux? Les entretiens d'embauche sont squeezés pour pointer direct, sans faire partie des effectifs, dans des magasins, des serres, n'importe où, du moment qu'ils-elles se fondent dans un groupe de vendeur-euses ou de trimard-es habillé-es de la chasuble de la marque. Et quand minimas sociaux et dernières économies se réduisent à moins que peau de chagrin, une seule issue, le suicide. Sur le lieu de travail, le projet confine à un sabotage public, un point final d'ironie du désespoir, vue comme l'ultime libération d'un simulacre de salariat. Pour éviter des accusations de travail au noir et de pénibles enquêtes, les entreprises escamotent les corps. On soupçonne même une action souterraine, concertée, de ces ghost workers, trimard-es fantômes réfractaires à la résignation. Tournée comme un fausse enquête d'un journaliste empêtré dans des relations sentimen-



tales pathétiques, cette fiction pousse à l'absurde la relation de dépendance au turbin.

Loin de toute fiction, Janesville est un portrait collectif brossé par une enquête documentaire sur une petite ville ouvrière du Wisconsin, sinistrée par la fermeture de l'usine Général motors dont toute l'économie locale dépend. On est loin de la fable grinçante. C'est plutôt un désarmant constat d'alliance de classes, d'efforts vains pour séduire d'autres firmes et faire revenir des emplois sans lesquels tout le patelin est plongé dans la pauvreté. Ici, l'espoir s'accroche à des démarches auprès de politicien-nes pour réclamer comme un bienfait le retour d'une implantation industrielle. Jusqu'à une « fête du travail » défilant entre des devantures de boutiques fermées, à vendre, et plaçant sur un char une assistante sociale chargée de panser les plaies d'une communauté sur le carreau. Un état des lieux qui manque singulièrement de perspective de lutte contre un capitalisme qui a pressuré des salarié-es, leur a fait admettre qu'ils étaient privilégié-es d'avoir un emploi, pour les bazarder comme de vulgaires rebuts de sa logique implacable. ●

Nicolas, Intercro Nantes.

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

Organe de presse de la Confédération Nationale du Travail

MAI 2019 seule fois



ABONNEMENT GRATUIT





Seul un bras de mer nous sépare



De l'autre côté

Coline Picaud,
éd Le monde à l'envers,
253 p, 16 euros.

Une bande dessinée documentaire, c'est la forme choisie par Coline Picaud pour retracer ici une histoire de migrations et d'installations.

L'auteure et illustratrice promène son crayon au gré des rencontres sur les bancs du quartier Très-Cloîtres à Grenoble, dans des associations, des cafés, au gré des courants créés par ces rencontres.

Ce livre décrit un quartier populaire depuis sa fondation, ses transformations, et développe des récits de vies multiples de migrant-es d'Afrique du Nord, retrace aussi l'histoire coloniale et post-coloniale maghrébine de la France.

Coline Picaud part donc à la rencontre d'habitant-es de ce quartier, souvent algérien-nes, toujours maghrébin-es.

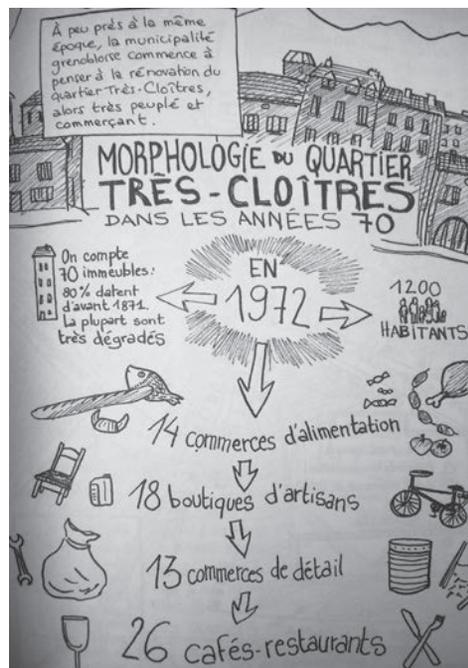
■ Trois parties, trois temps historiques.

Les premier-es arrivant-es des années 50, quand la France manquait de bras, lui donnent son visage « nord-africain », habitat vétuste et marchands de sommeil : la France accueille toujours chaleureusement

les travailleur-euses pauvres qu'elle appelle.

Après les accords d'Évian qui mettent un terme à la guerre d'indépendance et à l'occupation française en Algérie, des accords particuliers sont signés concernant la main d'oeuvre. La France a toujours besoin de bras.

La deuxième partie traite de l'exil, sa violence, sa souffrance dans la perte de repères qu'on nomme racines, ses coutumes, les odeurs, le



soleil. À quel monde, appartient-on ? C'est Zara, arrivée, elle, du Maroc quelques années avant, qui raconte.



Et pour finir, le temps d'aujourd'hui, les exilé-es de maintenant, qui n'ont pas les papiers qu'il faut, qui attendent le bon vouloir des autorités en vivant caché-es, clandestin-es, essayant toujours de glisser entre les mailles des filets préfectoraux et de la traque de l'État français.

■ Histoires et Histoire

Pour raconter ces histoires-là, l'auteure a choisi de les récits particuliers de ces hommes et femmes rencontrés entre 2013 et 2015. Des récits simples, histoires d'exploité-es, de maltraité-es. Chacun-e la sienne, chacun-e la même ?

On aime la délicatesse et le respect de l'enquêtrice. Et ses mises au point historiques sans fards et justes. Un vrai documentaire donc.

Les dessins font montre de la même délicatesse et du même engagement, simples et beaux, des portraits de femmes et d'hommes, et une description précise des lieux. Je suis sûre qu'on pourrait visiter le quartier avec le livre comme boussole et qu'on ne s'égarerait jamais.

Coline Picaud dédie son livre « *aux belles rencontres* », en retour je dédie mon texte « *à la belle rencontre* ». ●

MPI, Cnt-STICS 13

CAMPAGNE

POUR LA RÉGULARISATION ET L'ÉGALITÉ DES DROITS

Cette campagne, lancée le mercredi 3 avril 2019 rassemble des syndicats, des collectifs de sans-papiers, et des associations de soutien parmi lesquelles RESF.

Elle a toute sa place dans les écoles, les collèges, les lycées pour de nombreuses raisons.

✦ Le fait d'être en situation irrégulière, d'être sous le coup d'une obligation de quitter le territoire ou d'une interdiction de présence sur le territoire a des conséquences très lourdes, pour les parents et pour les élèves sans papiers.

✦ Les enfants dont les parents n'ont pas de papiers ne peuvent étudier sereinement, leur enfance et leur scolarité sont marquées par l'instabilité matérielle et psychologique: peur des contrôles de police, séparation des familles, logements précaires et/ou insalubres, difficultés financières...

✦ Des jeunes majeur-e-s sans papiers sont confrontés à ces difficultés après un parcours parfois éprouvant sur le plan physique et psychologique. Ils et elles ne peuvent poursuivre leur scolarité dans des conditions acceptables.

✦ Des mineur-e-s isolé-e-s rencontrent des difficultés pour s'inscrire à l'école, leur minorité est souvent contestée ce qui permet à l'ASE (aide sociale à l'enfance) de ne pas les prendre en charge. Il n'est pas rare de voir des élèves dormir dehors. Ces difficultés matérielles et administratives s'ajoutent à leur isolement affectif.

✦ Ces situations sont intolérables, elles concernent toute la communauté éducative: parents d'élèves, enseignants, animateurs, surveillants, administration, services médico-sociaux.

✦ Les enfants ou parents sans papiers doivent pouvoir compter sur la solidarité de l'ensemble des acteurs de l'école.

✦ Cette solidarité va du refus du fichage à l'aide aux démarches administratives, en passant par les mobilisations collectives en cas de menace d'expulsion, le soutien pour maintenir les jeunes et les familles dans des logements stables, etc.

✦ L'indifférence et la résignation sont les bases sur lesquelles reposent les politiques anti-migrants qui laissent les gens mourir en Méditerranée, qui permettent à certaines entreprises d'exploiter une main d'œuvre vulnérable, qui séparent des familles, privent les enfants de leur droit à la protection et à l'éducation.

✦ Ne restez pas isolé-e si vous n'avez pas de papiers. Ne restez pas indifférent-e si vous avez connaissance d'une telle situation.

